

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 02/03/26

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SDLP**

8 RUE BETHENCOURT  
CS 90418  
17000 La Rochelle

Références : 0007207324/2026-120

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement SDLP implanté 8 RUE BETHENCOURT CS 90418 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le contexte du réexamen quinquennal de l'étude de dangers et de l'action relative à la présence de PFAS dans les émulseurs. Elle a permis de faire le point sur les émulseurs mis en œuvre sur le site dans le cadre du dispositif de lutte incendie, et notamment sur la présence éventuelle de substances PFAS dans les émulseurs.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDLP
- 8 RUE BETHENCOURT CS 90418 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007207324
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement SDLP est un site classé SEVESO seuil haut spécialisé dans le stockage et la distribution de carburants.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Action Régionale – 6 – étude de dangers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	NR EDD – substances dangereuses, maintien de l'intégrité et modifications	Autre du 08/02/2017, article II	Demande d'action corrective	
2	NR EDD – retour d'expérience et exercices POI	Autre du 08/02/2017, article II	Demande d'action corrective	
3	NR EDD – évolution des enjeux et compatibilité du site	Autre du 08/02/2017, article II	Demande d'action corrective	
4	NR EDD – conclusion	Autre du 08/02/2017, article II	Demande d'action corrective	
5	Recensement technologies pour l'amélioration de la maîtrise des risques	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98 II	Demande d'action corrective	
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	
7	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	1 mois
9	Interdiction à venir du PFOA (acide	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	perfluorooctanoïque)	concernant les polluants organiques persistants		
10	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande d'action corrective	
11	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective	1 mois
12	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande d'action corrective	1 mois
13	Analyse de PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notice de réexamen (NR) doit être complétée et précisée selon les constats établis lors de la visite d'inspection.

La visite d'inspection a permis d'identifier la présence d'un émulseur comme pouvant potentiellement contenir des PFAS. L'exploitant doit mener les actions nécessaires afin de connaître la composition de l'émulseur et déterminer si son utilisation est encore possible.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : NR EDD – substances dangereuses, maintien de l'intégrité et modifications**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/02/2017, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits stockés sur site, Plan de modernisation et modifications survenues
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>3. Les évolutions scientifiques et techniques concernant les substances et phénomènes dangereux.</p> <p>[...]</p> <p>6. Le retour d'expérience en matière de maintien de l'intégrité, dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles pour les équipements qui y sont soumis,</p> <p>7. Les modifications intervenues sur les installations et procédés depuis la dernière révision de l'étude de dangers ayant un impact sur les scénarios de l'EDD.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La notice de réexamen liste les différents produits stockés sur le site. Après échanges avec l'exploitant, il s'avère que le dépôt stocke du HVO. L'exploitant précise que le HVO est produit à partir d'EMAG et d'hydrogène et possède les mêmes propriétés qu'un gazole.</p> <p>Le paragraphe VIII.4 de la notice de réexamen est dédié aux mesures de maîtrise des risques instrumentées (MMRI). Il décrit les critères permettant de soumettre les MMR au plan de modernisation sans conclure si le site de SDLP dispose de MMRI suivies au titre du plan de modernisation.</p> <p>Les modifications survenues sur le site sont listées dans le chapitre IX de la notice de réexamen. Il est notamment fait état de l'arrêt définitif de la cuvette 2 et de l'ensemble des réservoirs contenus dans la cuvette. Ces modifications conduisent à la suppression de l'ensemble des phénomènes dangereux pouvant survenir sur les bacs (feu de bac, éclatement de bac, boil-over couche mince) et sur la cuvette (feu de nappe). Or, la conclusion de ce chapitre indique que « ces modifications n'ont pas d'impact sur les phénomènes dangereux », ce qui est erroné.</p> <p>Par ailleurs, il n'est pas fait mention de l'accueil de camions à motorisation GNV ayant fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance en 2020/2021 induisant de nouveaux phénomènes dangereux (non sortants) au sein du site.</p> <p>En complément, l'exploitant indique souhaiter réaliser une nouvelle modification dans l'affectation des réservoirs :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bac 15 stockant de l'éthanol serait affecté en essence</li><li>- le bac 14 stockant actuellement de l'essence 98 serait affecté en éthanol.</li></ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>1 → L'exploitant ajoute le HVO en tant que produit présent sur le dépôt (paragraphe V.1 de la notice de réexamen).</p> <p>La fiche de données sécurité transmise à la demande de l'inspectrice après la visite d'inspection</p>

<p>indique que le point éclair est supérieur à 60°C. Sans information complémentaire sur le fait que le point éclair puisse être supérieur à 93°C, le HVO relève de la rubrique 1436 de la nomenclature. L'exploitant se positionne sur le classement du HVO en fonction des informations complémentaires qu'il pourrait obtenir auprès de son fournisseur sur la température du point éclair. En l'absence de données complémentaires, il confirme les quantités stockées et réalise les démarches nécessaires afin de reclasser le HVO dans la rubrique 1436.</p> <p>2 → L'exploitant indique si des MMRI sont suivies au titre du plan de modernisation des installations industrielles et le cas échéant, précise lesquelles.</p> <p>3 → L'exploitant inclut dans la mise à jour de la notice de réexamen et de l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la suppression de l'ensemble des phénomènes dangereux de la cuvette 2 et des réservoirs associés. Il inclut les cartographies par type d'effets (thermiques et de surpression) montrant l'impact de la suppression de ces phénomènes dangereux,</li> <li>- le nouveau projet de réaffectation des bacs 14 et 15 en étudiant les nouveaux phénomènes dangereux associés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

## N° 2 : NR EDD – retour d'expérience et exercices POI

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/02/2017, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Retour d'expérience et exercices POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>8. Les défaillances éventuelles des MMRI, le retour d'expérience des incidents et accidents du site, de l'entreprise ou du groupe, et du secteur, sur les plans national et si possible international, fondé sur une analyse des signaux forts (accidents, incidents) mais également sur celui des signaux faibles (presque accidents et anomalies).</p> <p>9. Les retours d'expérience des exercices de mise en œuvre des plans d'opérations internes (POI) et des PPI</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les paragraphes X.3.2 et X.3.3 de la notice de réexamen traitent d'accidents ayant eu lieu en 2015. Ils n'ont plus lieu d'être car ils font référence à des événements antérieurs à 2019, date de la dernière notice de réexamen.</p> <p>Un des retours d'expérience des exercices POI a été la mise en place d'un automate d'appel.</p> <p><b>L'exploitant peut utilement en faire mention dans la notice de réexamen.</b></p> <p>Le chapitre XI.3 conclut, à tort que le réseau incendie des trois sites a été complètement revu. Après échanges, l'exploitant confirme qu'il s'agit uniquement d'une modernisation des moyens de lutte contre l'incendie par l'ajout d'un nouveau groupe incendie sur les sites de Ré et Béthencourt et la modernisation des boîtes à mousse.</p>

<b>La rédaction du chapitre XI.3 peut utilement être revue sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 3 : NR EDD – évolution des enjeux et compatibilité du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/02/2017, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evolution des enjeux et compatibilité du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.</p> <p>Plus précisément, l'exploitant passe en revue :</p> <p>10. L'évolution des enjeux présents autour du site (notamment urbanisation, effets domino entrants dont l'exploitant pourrait être informé en application de l'article r. 515-88 du code de l'environnement)</p> <p>À l'issue de cette revue, l'exploitant statue sur le caractère approprié :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement (enjeux humains existants) compte tenu des MMR et des mesures prises par les pouvoirs publics sur la base de l'EDD (plan particulier d'intervention [PPI], plan de prévention des risques technologiques [PPRT], servitudes d'utilité publique, porter-à-connaissance...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le chapitre XII dédié aux évolutions des enjeux autour du site fait état de la présence d'un nouveau bâtiment comportant des ateliers et des bureaux à proximité du site de Ré.</p> <p>→ <b>Il serait utile que la notice de réexamen localise sur un plan ce nouveau bâtiment.</b></p> <p>Par ailleurs, la notice indique que la présence de bâtiment impacte la gravité du phénomène dangereux n°95 relatif à l'éclatement du bac 25 et qu'elle « devra être prise en compte dans la matrice des risques ». Or, la mise en jour de l'étude de dangers (page 50, titre IV) ne fait pas état de la mise à jour de la gravité du phénomène dangereux n°95.</p> <p>→ <b>L'exploitant indique dans la notice de réexamen et dans la mise de l'étude de dangers si le nouveau bâtiment construit à proximité du site de Ré induit un changement de la gravité du phénomène dangereux n°95 et dans l'affirmative précise la nouvelle gravité.</b></p> <p>Le chapitre XIV relatif à la compatibilité du site avec son environnement mentionne que « les courbes enveloppes des sites SDLP n'ont pas évolué depuis 2019 ». <b>L'exploitant met à jour ce chapitre afin de prendre en compte l'arrêt définitif de la cuvette 2.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 4 : NR EDD – conclusion**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/02/2017, article II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conclusion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le cadre de ce réexamen, il est attendu de l'exploitant qu'il réalise, sous sa responsabilité, un bilan global relatif à ses installations, afin de déterminer la nécessité éventuelle de réviser l'EDD et/ou de prendre des mesures complémentaires de maîtrise des risques.  À l'issue de cette revue, l'exploitant statue sur le caractère approprié : - des conclusions de l'EDD, celles-ci pouvant être affectées par : les conclusions du point précédent, l'ensemble des modifications réalisées sur l'installation (leur cumul conduit-elle à remettre en cause l'analyse des risques ?), les éventuelles évolutions des connaissances concernant les substances et phénomènes dangereux... ;
<b>Constats :</b>  Contrairement à ce qu'indique le chapitre XV de la notice de réexamen, la mise à jour de l'étude de dangers comporte toujours les phénomènes dangereux liés à la cuvette 2. De plus, l'exploitant a précisé que la précédente étude de dangers ne comportait aucun phénomène dangereux sur la pomperie « wagon » située à l'est de la cuvette 1. Ainsi, la mise à jour de l'étude de dangers a été l'occasion d'inclure ces phénomènes dangereux précédemment omis. Selon l'exploitant, ces phénomènes restent contenus dans les limites du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant inclut dans la mise à jour de la notice de réexamen et de l'étude de dangers : - la suppression de l'ensemble des phénomènes dangereux de la cuvette 2 et des réservoirs associés. Il inclut les cartographies par type d'effets (thermiques et de surpression) montrant l'impact de la suppression de ces phénomènes dangereux (cf constat 1) - les nouveaux phénomènes de la pomperie « wagon ».
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 5 : Recensement technologies pour l'amélioration de la maîtrise des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98 II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Recensement technologies pour l'amélioration de la maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.



[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>La notice de réexamen ne comporte pas le recensement des technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En application de l'article R .515-98 II du Code de l'environnement, la notice de réexamen doit être complétée comme suit :</p> <p>« Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre. »</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI comporte en annexe 23 les modalités de contact du prestataire retenu pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux.</p> <p>L'étude de dangers comporte la définition des produits à prélever en cas d'incendie. Par contre, le POI ne comporte pas les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour</p>

lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant complète son plan d'opération interne afin qu'il comporte les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 7 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]  Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.  Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose des réserves d'émulseurs suivantes : - une cuve de 35 m <sup>3</sup> d'émulseur (vu sur site) remplacé en 2021 par un émulseur polypetrofilm 3/3 fourni par Eau et feu. Cet émulseur est utilisé en cas d'incendie sur les sites de Béthencourt et Repentie. L'inspectrice a consulté la fiche de données sécurité du 20 octobre 2011 qui n'indique pas la présence ou l'absence du composé PFOS, ni la teneur exacte. Par ailleurs, cet émulseur dispose d'une certification GESIP qui a expiré en 2021, - sur le site de Ré : une cuve inox de 24 m <sup>3</sup> et 9 GRV d'émulseur Profoam Profree F3 AR 3*3 acheté en 2024 (vu sur site). Les GRV sont couverts d'une bâche de protection rouge anti UV. La fiche de

données sécurité est datée du 16 novembre 2022 et indique que le produit est un émulseur synthétique sans fluor polyvalent multi-foisonnement donc sans PFAS. Cet émulseur est qualifié par le GESIP pour les feux d'hydrocarbures et d'éthanol pour une utilisation à 3 %.

L'exploitant n'a pas mis à jour son étude hydraulique mais a fait le choix de réaliser des tests en réel et de faire analyser un échantillon de mousse afin de s'assurer de la concentration du pré mélange. L'inspectrice a consulté les résultats des dernières analyses réalisées fin 2025 qui concluent à une concentration de 2 % dans le pré mélange. Sur site, la réglette de la cuve inox indique une hauteur de produit à 4m. Une étiquette présente sur la cuve indique qu'il y a 4890 litres d'émulseur au mètre. Donc, la cuve comporte 19 560 m<sup>3</sup> de produit. L'exploitant confirme avoir bien commandé 24 m<sup>3</sup> d'émulseur et déclare que le flotteur de la réglette doit être non fonctionnel, ne permettant pas ainsi de mesurer la hauteur totale du produit présent dans la cuve.

Lors du remplacement des émulseurs, l'exploitant a indiqué que les cuves avaient été vidées et nettoyées, les lignes rincées. Les eaux ont ainsi été détruites.

En complément, l'exploitant dispose d'émulseur non utilisé et en attente de destruction :

- sur le site de Ré : une remorque de 8 m<sup>3</sup> et 15 GRV de l'ancien émulseur étiqueté Proflex 3 FFFP stocké sur zone étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures,
- sur le site de Béthencourt : 5 GRV de l'ancien émulseur stocké sur rétention et sous abri.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Emulseur polypetrofilm 3/3 (sites de Béthencourt et Repentie) :

1. En ce qui concerne l'émulseur polypetrofilm 3/3 fourni par Eau et feu, les substances PFOS contenues dans celui-ci sont inconnues. Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay). En fonction des résultats, et le cas échéant, l'émulseur ne pourra plus être utilisé.
2. L'exploitant prend contact avec Eau et Feu afin de confirmer que la certification GESIP de l'émulseur polypetrofilm 3/3 n'a pas été renouvelée. Dans cette éventualité, l'exploitant se positionne sur sa stratégie : redéfinition des taux d'application utilisés pour les feux de cuvette ou remplacement de l'émulseur.
3. L'exploitant transmet les derniers résultats d'analyses de la concentration en émulseur polypetrofilm 3/3 du pré mélange.

Emulseur Profree AR 3\*3

4. Au regard des derniers résultats d'analyses montrant une concentration insuffisante en émulseur de (2 %) dans le pré mélange, l'exploitant effectue les réglages et opérations nécessaires afin de disposer d'une concentration minimale de 3 %. En complément, l'exploitant peut utilement réaliser un essai de foisonnement pour vérifier la qualité de la mousse et effectuer une mesure ultrasons pour vérifier les débits réels délivrés. L'inspection rappelle que l'exploitant doit pouvoir justifier du caractère opérationnel des moyens de lutte contre l'incendie.
5. L'exploitant répare le flotteur de la cuve inox d'émulseur Profoam Profree AR 3\*3 du site de Ré. Il s'assure également que le nom de l'émulseur présent sur la cuve est correct (indication de l'ancien émulseur Proflex 3%).
6. L'exploitant met sur rétention et à l'abri des intempéries la remorque de 8 m<sup>3</sup> et les 15 GRV de l'ancien émulseur étiqueté Proflex 3 FFFP stocké sur zone étanche reliée à un séparateur

d'hydrocarbures actuellement sur le site de Ré.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 8 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La fiche de données sécurité de l'émulseur polypetrofilm 3/3 du site de Béthencourt et de la Repentie ne contient aucune information sur la présence ou non de PFHxS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur Eau et Feu sur la présence de PFHxS et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) de l'émulseur. En fonction des résultats, et le cas échéant, l'émulseur ne pourra plus être utilisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"><li>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</li><li>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li><li>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li><li>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>La fiche de données sécurité de l'émulseur polypetrofilm 3/3 du site de Béthencourt et de La Repentie n'indique pas la présence ou l'absence du composé PFOA, ni la teneur exacte.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur Eau et Feu sur la présence de PFOA et en l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) de l'émulseur. En fonction des résultats, et le cas échéant, l'émulseur ne pourra plus être utilisé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 :** Notification des stocks de PFOA

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Au regard des constats ci-dessus, l'exploitant n'a pas la connaissance de la présence ou non de PFOA dans l'émulseur polypetrofilm 3/3 du site de Béthencourt et de La Repentie.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Si l'émulseur polypetrofilm 3/3 présente des PFOA, l'exploitant doit transmettre annuellement les informations (masse, concentration, mesures de gestion du stock) sur ses stocks de PFOA à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 11 :** Interdiction à venir des PFCA C9-C14

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) une autre substance, en tant que constituant;</li> <li>b) un mélange;</li> <li>c) un article;</li> </ul> <p>sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances</p>

<p>apparentées aux PFCA en C9-C14.</p> <p>5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;</li> <li>- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</li> <li>- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucune information sur la présence de PFCA C9-C14 dans l'émulseur polypetrofilm 3/3 présent dans la cuve de 35 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur afin de connaître la concentration en PFCA C9-C14 (y compris composés apparentés) dans l'émulseur polypetrofilm 3/3. En l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay) de l'émulseur. En fonction des résultats, et le cas échéant, l'émulseur ne pourra plus être utilisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 12 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.</p>

<p>5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données sécurité de l'émulseur polypetrofilm 3/3 ne contient aucune information sur la présence ou non de PFHxA.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai d'un mois, l'exploitant se renseigne auprès de son fournisseur sur la présence de PFHxA dans l'émulseur polypetrofilm 3/3. En l'absence de réponse, il réalise une analyse (méthode TOP Assay).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 13 : Analyse de PFAS dans les rejets aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation d'émulseurs fluorés</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article 1</u> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713.</p> <p>Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.</p> <p>II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;</li> <li>- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF<sub>3</sub>-) ou méthylène (-CF<sub>2</sub>-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.</li> </ul> <p>Article 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en</p>



quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Constats :</b>  Par le passé, le site était détenteur d'un émulseur contenant des PFAS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant en tant que détenteur de produits contenant des PFAS se positionne sur la réalisation d'une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois